



13ème Congrès de l'UGTG

**Woulo pou lyannaj a travayè é Pèp Gwadeloup, Ansanm Ansanm,
Doubout an lari-la, an balan, an konsyans, Nou ké déchouké tout pwofitasyon, nou ké konstwi on dèt Gwadeloup**

RÉSOLUTION N°1 RÉSOLUTION GÉNÉRALE

**Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU
LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL
2011**

Considérant les rapports de domination coloniale, raciale et capitaliste qui caractérisent la société Guadeloupéenne avec au sommet de l'échelle sociale **lé blan, fwansé, béké é éwopéyen** et en bas de l'échelle les Guadeloupéens d'origine Africaine et Indienne ;

Considérant l'existence du Peuple Guadeloupéen confirmée par Son Histoire, Ses Croyances, Ses Pratiques Sociales et Culturelles, **mès é labitid annou** ;

Considérant le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes selon la résolution 1514 de l'Assemblée Générale de l'ONU du 14/12/1960 ;

Considérant la dégradation sans précédent du climat social, économique et politique de la Guadeloupe ;

Considérant les inquiétudes exprimées par les Travailleurs et le Peuple de Saint-Martin et de Marie-Galante, de plus en plus invalidés et exclus de tout ;

Considérant la nécessité de préserver et de développer notre patrimoine agricole, culturel, syndical, économique et social ;

Considérant la nécessité de mettre en place un véritable plan pour l'Education, la Formation, l'Emploi et l'Intégration de nos jeunes **pou konstwi on dèt Gwadeloup** ;

Considérant la mise en œuvre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) se traduisant notamment par la création de l'ARS (Agence Régionale de Santé), de la DJRS (fusion Jeunesse, Sport et Département) et le vote de la loi HPST (Hôpital Patient Santé Territoire) comme autant de dispositions et réformes destinées principalement à réduire les dépenses publiques, à supprimer les emplois, à restreindre l'Action Publique et à limiter l'accès aux services publics aux plus démunis ;

Considérant la récente décision de l'Etat Français de fermer le Centre Hospitalier de Marie-Galante et de le transformer en Centre de Santé, autrement dit, en dispensaire exclusivement chargé d'assurer une permanence des soins en cas de catastrophes naturelles ;

Considérant l'absence de politique efficace face aux risques sismiques, climatiques, et l'empoisonnement volontaire de nos êtres et de nos terres (Chlordécone, autres pesticides, etc.) ;

Considérant les actions de **démounaj** mises en place par le pouvoir colonial capitaliste financier et leurs bras armés : l'Etat, l'Europe, le MEDEF, les élus, etc. ;

Considérant la nécessité de renforcer notre organisation syndicale ;

Considérant toutes les tentatives de musellement, de domestication et de diabolisation des syndicats de lutte de classe et de lutte de masse par une répression féroce à l'encontre des militants syndicalistes ;

Considérant la criminalisation de l'action syndicale et le **vèglaj** que constitue le dialogue social institutionnalisé ;

Considérant l'échec de toutes les politiques publiques (Défiscalisation, zones franches, loi Perben, loi Pons, loi d'Orientation....) décidées soit disant pour assurer le développement économique, le plein emploi et l'équilibre social ;

Considérant la manifestation de la souffrance populaire exprimée par notre large et fier mouvement de Décembre 2008 à Mars 2009 et la constitution du LKP en dénonciation et en réponse à la PWOFITASYON érigée en système ;

Considérant **vayans a fanm é nonm, fò nou mété tout fòs annou an sèvis a péyi-la**

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

Déclare que l'accession à l'Indépendance Nationale et à la Pleine Souveraineté de la Guadeloupe est un Droit Inaliénable

Réaffirme l'indépendance politique, idéologique et financière de l'UGTG vis-à-vis de toutes organisations et tous pouvoirs quels qu'ils soient,

Confirme la nécessité de disposer **dè on lékòl UGTG**, outil incontournable **adan konstwiksyon a on dèt Gwadeloup**, à la

consolidation de nos valeurs, qui garantira la ligne stratégique de l'UGTG ;

Confirme l'appartenance de l'UGTG à la ligne syndicale de lutte de classe, de masse, de confrontation, de contestation et de transformation sociale visant à éradiquer les rapports de domination capitaliste et colonialiste **an péyi annou** pour l'instauration d'une société plus juste et plus équitable ;

Réaffirme la détermination des adhérents, militants de l'UGTG : **Pa janmen manjé an men a yo**

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

DÉCIDE DE :

Renforcer le positionnement de l'UGTG comme défenseur de la lutte de masse et de classe **andidan péyi Gwadeloup** ;

Faire de Kanpèch un exemple de réussite ;

Faire de la Solidarité une arme incontournable ;

Développer, plus que jamais face à la répression antisyndicale, le travail en Réseau (délégués de site et de territoire) ;

Kontinyé kominiké é enfowmé Pèp Gwadeloup pou konsolidé liyannaj-la ;

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

APPELLE l'ensemble des secteurs et unions à identifier et unir leurs forces pour faire avancer les droits et revendications des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe ;

CONFIRME l'engagement de l'UGTG à participer à l'élaboration d'un véritable projet de société répondant aux besoins et aspirations du Peuple Guadeloupéen ;

Appelle à un Congrès Extraordinaire dans un an afin de vérifier le niveau d'exécution des résolutions prises au XIIIème Congrès de L'UGTG au Lamentin les 6, 7, 8 et 9 Avril 2011 et à la **mise en place** d'un comité de suivi des résolutions ;

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

KA DI :

« Woulo pou lyannaj a travayé é Pèp Gwadeloup, Ansanm Ansanm, Doubout an lari-la, an balan, an konsyans, nou ké déchouké tout pwofitasyon, nou ké konstwi on dòt Gwadeloup »

RÉSOLUTION N°3 LKP

Considérant que LKP pa yenki parèt kon sa, sé byen fwitaj a lanné é lanné konba zansèt an nou méné asi tè Gwadeloup :

- Oti la an 1492 éwopéyen désidé anvayi latè,
- Oti la an 1656 moman lesklavaj nèg mawon kaskòd asi yo,
- Oti la an 1802 lagè pété avè lawmé fwansé,
- Oti la an févriyé 1952 travayé tonbé anba fizi a manblo o Moul,
- Oti la an 1967 Lapwent yo asasiné on bon enpé gwadeloupéyen,

- Oti la an 1970, 1971, 1975, 1982, 1985, 2001, 2009, ... ;

Considérant la large et fière mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de Guadeloupéens **an balan an lari-la** pendant 44 jours ;

Considérant l'unité qui a fédéré, **ansanm ansanm**, 48 organisations syndicales, culturelles, de défense des consommateurs et des locataires, de défense de l'environnement et de la production agricole mais aussi des organisations politiques et syndicats d'exploitants agricoles et de marins pêcheurs confirmant une fois de plus que **konplo a nèg apa konplo a chyen** ;

Considérant fòs a lèspwa ki éklò an pèp-la é ki fè konsyans vansé ;

Considérant la diffusion de notre révolte finalement relayée par la Presse Internationale et ce pendant ces 44 jours après l'échec de leur tentative de faire passer ce mouvement pour raciste, anti démocratique et fasciste ;

Considérant que l'application entière de l'accord du 04 Mars 2009 et de l'Accord Régional Interprofessionnel Jacques BINO initial porté par LKP constitueraient selon nous, l'élévation de nouvelles fondations capables de **déchouké tout pwofitasyon é konstwi on dòt Gwadeloup** ;

Considérant tous les apports de l'expérience LKP au mouvement social et au Peuple de Guadeloupe dans sa diversité:

- Réappropriation de notre Histoire de notre Culture et de notre Langue,
- Réappropriation de nos **Mès é labitid**,
- Fierté d'être Guadeloupéen,
- Ouverture sur le Monde,
- **Choukaj** caribéen,

Autant de revendications et d'orientations portées jusque-là par notre organisation UGTG ;

Considérant la dimension politique et stratégique du LKP, organisation de masse anticolonialiste, anticapitaliste et de portée révolutionnaire ;

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

Appelle tous les Secteurs et Unions de l'UGTG à s'approprier **fòs, lidé é lèspwi a LKP** ;

Appelle tous les Secteurs et Unions à pratiquer l'unité syndicale **toujou an lèspwi a LKP** ;

Appelle tous les Secteurs et Unions à élaborer leur plate-forme de revendications **an lyannaj** avec celle du LKP ;

Appelle tous les Secteurs et Unions à informer, participer et ou organiser des manifestations visant **a fè travèsé lidé a LKP andidan à Pèp-la** ;

Exhorte tous ses dirigeants, adhérents et militants à porter, poursuivre et renforcer **avè Pèp-la**, la lutte dans les bourgs, les campagnes, les **lakou** et les quartiers **a péyi-la**, pour **déchouké tout pwofitasyon é konstwi on dòt Gwadeloup** ;

Confirme son adhésion au LKP, organisation de masse et à l'esprit LKP organisation de lutte pour la transformation sociale ;

Appelle les organisations constitutives du LKP à continuer à porter toutes leurs contributions, énergies, expériences, à la réussite de ce moment historique du Peuple de Guadeloupe et à l'élévation du

LKP en qualité de nouvelle Autorité **an péyi Gwadeloup** ;

Exhorte les travailleurs et le Peuple de Guadeloupe à ne jamais laisser la propagande anti LKP étouffer toute la fierté et toutes les solidarités qui se sont développées entre producteurs, artistes, artisans, enseignants, confédérations religieuses et le Peuple en mouvement nous permettant dorénavant de nous concevoir en **NOU**.

RÉSOLUTION N°4 KONSTWI ON DÒT GWADLOUP

Considérant que la situation économique et sociale actuelle **an Péyi Gwadeloup** résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation et du **démounaj** de l'Homme Guadeloupéen ;

Considérant que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes, des intérêts de classe et de race qui génèrent des injustices pour les travailleurs, les acteurs économiques et le Peuple Guadeloupéen ;

Considérant que ce sont autant d'obstacles au développement économique, social, culturel et à l'épanouissement de l'Homme Guadeloupéen ;

Considérant la nécessité de faire tomber tous ces obstacles en instaurant un nouvel ordre économique prônant la valorisation du travail et promouvant de nouveaux rapports sociaux ;

Considérant que l'aménagement du territoire tel que proposé par l'Etat Colonial **fwansé, an konplosité èvè lé zélu bwa bwa** entraîne notamment la dilapidation de nos terres agricoles, le

RÉSOLUTION N°5 SUR L'INTERNATIONALE

pillage des ressources de la mer, la désorganisation du Transport, le hold-up du tourisme organisé par les **agoulou gran fal** ;

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

Affirme tout mettre en œuvre **pou déchouké pwofitasyon** par la réappropriation de notre Histoire, la Formation des hommes, la Prise de Conscience et l'Engagement **pou konstwi on dèt Gwadeloup** ;

Réaffirme que seule la Lutte de Classe et de Masse an LARI-LA, an Iyannaj èvè Pèp Gwadeloup, brisera les monopoles et rétablira la Juste répartition des Richesses ;

Décide que les unions et les secteurs doivent être en mesure de proposer d'ores et déjà, un projet répondant aux besoins des travailleurs et du Peuple de Guadeloupe, chacun dans leur domaine de compétence et de soutenir toute initiative de création, d'innovation **pou konstwi on dèt Gwadeloup** ;

Exhorte les travailleurs, les producteurs agricoles, **Pèp Gwadeloup, a Pran Tè Gwadeloup pou kréyé on sistèm ki pa ta kapitalis, é pou nourri fanm, nonm é timoun Gwadeloup** ;

Soutient que seule la Grève Générale Insurrectionnelle, sur la base du programme d'actions de la classe ouvrière, ké wouvè chimen pou konstwi on dèt Gwadeloup ;

Considérant tous les bouleversements que connaît le monde aujourd'hui, les atrocités, et catastrophes que subissent les peuples (guerre coloniale, guerre économique, tremblement de terre, famine, catastrophe nucléaire etc.) ;

Considérant que l'état actuel du Monde résulte du découpage de la Terre et de la répartition de ses richesses entre les puissances occidentales ;

Considérant les frontières, les gouvernements, les politiques conduites par ceux-ci, sont décidés et contrôlés par les puissances occidentales, du Nord, au travers principalement de l'ONU ;

Considérant les institutions et les organisations érigées par ces derniers (Banque Mondiale, FMI, les Marchés Financiers, OMC, OCDE, Union Européenne, ALENA, OTAN, etc.), de façon à contrôler, à réguler et à monnayer les mouvements des hommes, des biens, des marchandises et des capitaux à leur seul profit ;

Considérant la déstabilisation et la contestation de l'hégémonie de l'Occident et de ses entreprises multinationales par de nouvelles démocraties, principalement dans les pays du sud (Bolivie, Brésil) imposées par les peuples en mouvement **an lari-la** pour la réappropriation et le contrôle de leurs richesses naturelles, la défense de leurs libertés fondamentales et la préservation de l'indépendance et de la souveraineté de leur pays ;

Considérant l'émergence de nouvelles puissances économiques, politiques et militaires (Venezuela, Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui défient l'Occident, ses

certitudes, ses valeurs et imposent un nouvel équilibre à son « ordre mondial » ;

Considérant les revendications des peuples en lutte contre l'impérialisme, le capital international, pour le droit à la liberté d'expression, à la liberté de circuler, le droit d'égal accès à l'éducation, aux soins, le droit à la diversité culturelle, le droit de désigner librement ses dirigeants et son système de gouvernement ;

Considérant la dislocation, la déstabilisation des Nations et des Peuples, provoquées notamment par les pollutions et l'idée du développement telles qu'établies par l'Occident (agriculture intensive, surconsommation d'énergie, concentration et surproduction industrielle, concentration de l'habitat pour une totale mise à disposition des hommes et la sérialisation des cultures) ;

Considérant les inondations, la désertification de territoires immenses, l'appauvrissement des sols ;

Considérant les monocultures d'exportation imposées à des Etats pour satisfaire les besoins de consommation et préserver la richesse des pays du Nord ;

Considérant les migrations massives de population fuyant la famine, la misère, la guerre et les catastrophes naturelles, les épidémies de Choléra, de Sida et autres pandémies dues à la pauvreté ;

Considérant l'augmentation de la Population Mondiale et le nécessaire rééquilibre dans le partage des richesses et l'exploitation des ressources ;

Considérant que l'Occident pour maintenir son hégémonie et sa suprématie désormais contestées, recourt à la guerre dite humanitaire comme en Irak, en Afghanistan, en Libye et aujourd'hui en

Côte-d'Ivoire pour conserver ses possessions coloniales et préserver les intérêts financiers de ses firmes et sociétés transnationales ;

Considérant que l'Occident est le pouvoir qui s'est imposé au Guatemala en 1954 avec la destitution par coup d'état de Jacobo ARBENZ au Chili en 1973 avec l'assassinat d'ALLENDE, au Congo avec l'assassinat de Patrice LUMUMBA en 1961, au Burkina-Faso avec l'assassinat de Thomas SANKARA en 1984, etc. et à Gaza aujourd'hui ;

Le XIII^{ème} CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LES 06 – 07 – 08 et 09 AVRIL 2011

Exhorte les Travailleurs, le Peuple de Guadeloupe, les adhérents et militants syndicalistes à se prémunir de la propagande diffusée par la presse domestiquée par l'Occident, le Capital International et appartenant aux lobbies militaro-industriels, propagande destinée à nous réduire en adeptes des pouvoirs de l'Argent ;

Dénonce l'ingérence dite humanitaire de la France en Côte d'Ivoire et en Lybie ;

Appelle les Travailleurs à porter leurs solidarités aux peuples en lutte dans le Monde contre la domination coloniale, l'exploitation capitaliste et l'impérialisme de l'Occident

Rappelle que les catastrophes qui assaillent aujourd'hui le Peuple Haïtien (conséquences des tremblements de terre, Choléra, pauvreté, crise et violence politique...) ne sont que le résultat de la dislocation, voulue et programmée par l'Impérialisme occidental, de la Souveraineté de l'Etat Haïtien (Etat nié

depuis 1804 et actuellement occupé par la MINUSTHA) ;

Soutient la Plateforme des **Syndicats des Nations Sans Etat** initiée en 2004, constituée de Syndicats de la VALLEE D'AOSTE, de KANAKY, de SARDAIGNE, de GALICE, du PAYS BASQUE, de CATALOGNE,

des ILES CANARIES, de BRETAGNE, de CORSE, de MARTINIQUE, de GUYANE et de GUADELOUPE dans l'objectif de développer les échanges et de renforcer la solidarité des Travailleurs et des Peuples en lutte pour leur Souveraineté ;

KANMAWAD TRAVAYE PEP GWADLOUP

**WOULO POU LYANNAJ A TRAVAYÈ É PÈP GWADLOUP,
ANSANM ANSANM,
DOUBOUT AN LARI-LA, AN BALAN, AN KONSYANS,
NOU KÉ DÉCHOUKÉ TOUT PWOFITASYON,
NOU KÉ KONSTWI ON DÒT GWADLOUP**

*13 zyèm Kongré UGTG
Manten 09 Avril 2011*

